

Les médias dans les guerres d'Irak de 1991 à 2017.

**Mémoire école de guerre
25ème promotion**

Chef d'Escadrons Mathieu BRULAIS

Titre :

Les médias dans les guerres d'Irak de 1991 à 2017.

Résumé :

Conséquences directes des deux évènements majeurs qui ont marqués la fin du XXème et le début du XXIème siècle, la fin de la guerre froide et le début de la guerre mondiale contre le terrorisme, les guerres du Golfe de 1991 et de 2003 ont servi de catalyseur aux nouvelles formes de communication et de gestion des médias dans les armées occidentales. Du *pooling* à *l'embedding*, l'étude comparée entre les Etats-Unis et la France sur le traitement médiatique des opérations dans le Golfe est à ce titre particulièrement éclairant sur l'adaptation des armées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, comme de la relation de la sphère médiatique à des armées modernes menant un nouveau type de conflctualité.

La genèse de la transformation a lieu en 1991 lorsque la communication de la coalition menée par les Etats-Unis prépare les conditions à l'entrée en guerre et supporte l'effort de guerre. Rapidement, l'enjeu politico-médiatique s'est révélé être de dresser un bilan positif des opérations en usant entre autre de techniques d'euphémisation, d'esthétisation, de technologisation, de distanciation, ou de mise en scène des images de la guerre.

A partir de 2003, si la nouvelle guerre en Irak se déroule sur un théâtre d'opération similaire, la situation politique et médiatique se révèle très différente. Ainsi, pour justifier leur entrée en guerre les américains ont adopté une nouvelle stratégie médiatique qui s'est avéré rapidement remettre en cause la fiabilité des médias qui n'étaient pas sous contrôle officiel. Du côté français, il s'agissait cette fois-ci de médiatiser une contre argumentation avant l'intervention US tout en assurant la couverture du conflit malgré la non intervention militaire.

Les évolutions des relations entre médias et armées a eu des conséquences importantes sur la communication des conflits post guerre de 2003. De l'Afghanistan au Levant, en passant par le Sahel, américains comme français ont instauré une nouvelle interdépendance entre journalistes et militaires, créant ainsi un nouveau prisme pour présenter la guerre contemporaine.

Title:

Media in the Iraq war from 1991 to 2017

Abstract:

Direct consequences of both major events which stood out the end of the XXth and the beginning of the XXIth century, the end of the cold war and the beginning of the world war against terrorism, the Gulf Wars of 1991 and 2003 catalyzed new forms of communication and media management by western armies. From “pooling” to “embedding” management of journalist teams, the study comparing between the United States’ and France’s media treatment during operations in the Gulf is particularly illuminating, particularly the adaptation of the armies to the new technologies in information and communication, and the relation of the media sphere to modern armies leading a new type of conflict.

The genesis of the transformation took place in 1991 when the communication of the coalition led by the United States prepared the conditions for entering the war and supporting the war effort. Quickly, the real political and media issues turned out to raise positive aftermath of the operations by using techniques of “euphemization”, of “aestheticization”, of “technologization”, of “distancing”, or production of the images of the war.

From 2003, if the new war in Iraq took place on a similar area of operation, the political and media situations were very different. So, the Americans adopted a new media strategy to justify that they went into war. That immediately raised questions on the reliability of the media which were not under official control. From the French point of view, this time was to provide a counter narrative of the US intervention while covering the conflict despite not intervening militarily.

The evolutions of the relations between media and the armed forces had important consequences on the media coverage of the conflicts following the war of 2003. From the Afghanistan conflict, to the Sahel operations, both America and France established a new interdependence between journalists and military creating a new approach to presenting contemporary wars.

Introduction

« L'on sait aujourd'hui combien le journalisme est devenu une arme, une pièce sur l'échiquier d'une bataille. Aux côtés de la brigade d'infanterie, il y a désormais la brigade de la presse. La marge de liberté que possédait le reporter du Biafra ou des Malouines tend à fondre. Images, informations, tout est aux mains des protagonistes, pour un combat où se joue l'emprise sur les consciences, les opinions publiques ¹».

Au début des années 1990, avec la fin de la guerre froide, est apparue la nécessité d'identifier un ennemi commun pour assurer la cohésion du camp des vainqueurs, à savoir le monde occidental uni derrière le leader incontesté, l'hyperpuissance américaine. Outre les raisons géopolitiques, des préoccupations plus concrètes sur la garantie des ressources pétrolières ou la pérennité des dépenses d'armement ont joué un rôle déterminant dans ce processus. Ainsi, les programmes nationaux et les ventes d'armes à l'étranger étant des moteurs économiques puissants, voire essentiels dans une période de ralentissement de la croissance, une guerre à quelques milliers de kilomètres en mettant en œuvre leurs atouts technologiques a représenté une aubaine pour la puissance américaine et ses alliés historiques.

Du point de vue médiatique, un tournant historique va se produire. Le symbole de ce changement permis par les nouvelles technologies d'information et de communication, sera la couverture à grand spectacle de « la guerre en direct » via les chaînes de télévision dès les premières heures du 17 janvier 1991. Ce « *show hollywoodien* » a suscité un engouement médiatique sans précédent, les journalistes eux-mêmes cédant à la fascination des vues nocturnes de bombardements de Bagdad ressemblant aux meilleures scènes de *Star Wars*. Le 18 janvier, l'enthousiasme des présentateurs de l'émission spéciale de TF1 lors de l'offensive aérienne en est le témoignage. Michelle Cotta affirme : « Les photos aériennes de bombardement au laser diffusées par l'armée américaine sont extraordinaires ! ».

¹ Arturo PEREZ-REVERTE, « L'horreur de la guerre », *Le Figaro magazine* du 29 mars 2003.

Alors adolescent, je me souviens avoir suivi ces évènements avec passion. Passant des heures devant l'écran de télévision du salon familial, les bombardements aériens de Bagdad ou la charge des blindés de la coalition dans les grandes plaines désertiques présentée au journal de 20 heures et lors d'émissions spéciales ont probablement façonné ma vocation de militaire à l'instar de toute une génération souhaitant embrasser la carrière militaire.

Ainsi, ces éléments m'ont incité à m'intéresser à l'impact des deux conflits qu'a connus l'Irak en 1991 et à partir de 2003, de manière à saisir les évolutions de la relation de l'armée française aux médias.

Beaucoup a déjà été écrit sur le sujet, tant dans la presse ou la littérature française que par les différents protagonistes des guerres d'Irak. Si un certain nombre d'éléments saillants tels que la manipulation de l'information à fins de visées politiques, voire bellicistes, ou les tentatives de « contrôle » de l'information et des médias par les forces armées cristallisent les critiques, il s'agit bien de voir dans ces deux périodes charnières des tournants dans l'approche médiatique d'un conflit et de la relation militaire-médias.

Chaque intervention armée, chaque conflit militaire entraîne dans son sillage une multitude de journalistes venus des quatre coins du globe pour analyser le rapport des forces en présence et rendre compte, au jour le jour, de la situation sur le terrain. Journalistes et militaires sont ainsi régulièrement conduits à se côtoyer, ce qui modifie le travail de chacun en imposant de nouvelles normes et de nouveaux codes. Plus important encore, cela a également modifié, dans des mesures diverses, la relation existante entre médias et publics et entre militaires et publics. On peut par exemple citer la guerre du Vietnam, les interventions en Afghanistan (2001), ou l'opération israélienne Plomb Durci (2008). Les guerres en Irak, dès 1991 mais aussi à compter de 2003, ne dérogent pas à cette règle. Et comme pour chaque conflit marquant, c'est l'arrivée d'un facteur inattendu qui bouleverse la donne. Dans ce cas, c'est sur l'essor des chaînes satellitaires régionales qu'il faut se pencher, et plus précisément sur leurs impacts dans la transmission d'une information de plus en plus mondialisée.

Pour autant, ces changements survenus au sortir de la guerre froide seraient-ils le symbole d'une mue de « la grande muette à la grande pipelette » ? Alors que les médias s'emparent des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) émergeant via la

diffusion de la télévision par satellite, de l'internet ou de la téléphonie mobile, de nouveaux enjeux communicationnels s'imposaient aux forces armées occidentales. Celles-ci, se trouvaient confrontées à une remise en cause de leur format par des gouvernements espérant toucher les « dividendes de la paix » après des années de frustrations et de peurs face à la menace venue de l'Est. Le changement était en marche et le second conflit en Irak ne fera que confirmer ce bouleversement pour la communication militaire et celle des armées françaises en particulier.

Dans un premier temps, nous aborderons le tournant médiatique représenté par la première guerre du Golfe et confirmé par le second conflit en Irak selon une approche chronologique. Resituant les événements dans leur contexte, nous en viendrons à analyser les approches américaines et françaises, d'abord concordantes au sein d'une alliance puis d'opposition relative lors de la seconde invasion.

Nous tenterons enfin de dégager des tendances lourdes qui ont cours depuis les deux guerres et jusqu'à aujourd'hui au travers du double prisme des relations des médias aux conflits contemporains dans lesquels les Etats-Unis et la France se sont engagés, et de l'évolution des relations entre l'institution militaire et la diffusion de l'information.

I. La genèse de la transformation : 1991.

A- Le contexte.

- Les racines historiques du conflit.

Pour comprendre comment un pays comme l'Irak a été au cœur de pas moins de trois conflits majeurs en seulement 30 ans, il faut se resituer dans la période de la fin de la guerre froide. A partir des années 1970, l'Irak, assis sur ses gigantesques ressources pétrolières, se trouve à la croisée d'enjeux régionaux ou globaux déterminants, à la fois économiques et stratégiques. C'est dans ce contexte que l'ambition d'un dirigeant charismatique comme Saddam Hussein, va transformer l'Irak en une pièce majeure sur l'échiquier du Moyen-Orient, une montée en puissance qui se traduira dès 1980 par le déclenchement d'une guerre dévastatrice contre son puissant voisin iranien. Dans le prolongement de ce conflit qui s'achève en 1988, Saddam Hussein fait figure d'élément perturbateur dans l'ordre

nouveau sous-jacent et l'Irak représente déjà un problème international de première importance. L'invasion du Koweït en août 1990, sur fond de redistribution des cartes internationales, en apporte la confirmation.

Au plan local comme international, la guerre Iran-Irak a marqué les esprits par sa durée, 5 ans, et sa violence, un million de morts ! A l'issue de ce conflit, aucun des deux Etats n'est vraiment déclaré vainqueur ou vaincu. Le bilan humain, financier et politique est catastrophique des deux côtés. Cet échec pousse Saddam Hussein à chercher des compensations auprès de ses voisins arabes, auxquels il réclame en particulier l'annulation d'une dette irakienne colossale. Créancier important de l'Irak, qui lui doit quelque 15 milliards de dollars, le Koweït entretient avec Bagdad des relations de plus en plus tendues au cours de l'année 1990. Un litige territorial remontant à la colonisation britannique conduit Saddam Hussein à revendiquer des modifications de frontières.

Pour justifier l'annexion du Koweït, Saddam Hussein s'appuie sur des références culturelles, historiques, géographiques et économiques. En effet, au temps de l'empire ottoman, le Koweït faisait partie d'une province (le « vilayet ») dont le port de Bassorah était la capitale, sur un territoire faisant aujourd'hui partie de l'Irak. Mais en 1899, l'émir Moubharak le Grand avait signé un traité avec la Grande-Bretagne, faisant du Koweït un protectorat. En 1932, l'Irak obtient son indépendance, et réclame la rétrocession du Koweït dès 1933. En 1961, aux premières heures de l'indépendance du Koweït, l'Irak tente une première fois, sous le général Kassem, de s'emparer de l'émirat. Mais il en est empêché, déjà par l'armée de sa gracieuse majesté la reine Elisabeth II.

Sur le plan géographique, l'Irak n'a qu'une façade maritime de 19 km sur le Golfe arabo-persique. Les îles de Warba et Boubiyan (au débouché du Golfe) ont été attribuées, lors de la colonisation britannique, au Koweït. En 1938, les Britanniques ont rejeté une demande irakienne de construire dans la baie du Koweït un port relié par chemin de fer à l'Irak. Ce dernier conteste également au Koweït le droit d'exploiter le champ pétrolifère de Rumaylah, à la frontière irako-koweïtienne.

L'Irak subit une grave crise économique après sa guerre contre l'Iran : endettement civil et militaire supérieur au budget de l'Etat, chômage accéléré (200.000 soldats ayant combattu l'Iran sont démobilisés), baisse brutale du débit de l'Euphrate et diminution de la superficie

des terresensemencées à la suite de la mise en eau du barrage Attatürk en Turquie (Anatolie du Sud-est).

- La montée des tensions et la chronologie de la guerre.

Suite à une escalade des tensions entre les gouvernements irakiens et koweïtiens, les troupes irakiennes franchissent la frontière du Koweït dans la nuit du 2 août 1990². Le 4 août, l'occupation est achevée. Saddam Hussein rebaptise Koweït-City « Kathima ». Dans les jours qui suivent, plus de 50 000 soldats américains ainsi que les commandos français se prépositionnent en Arabie saoudite. Les avoirs bancaires irakiens sont gelés à la demande des autorités américaines. Le 29 novembre, sous la pression des États-Unis, après une période de négociations houleuses, de surenchères verbales de Saddam Hussein et d'une intransigeance croissante du président américain George Bush, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte par 12 voix contre 1 et 2 abstentions une résolution qui autorise le recours à la force contre l'Irak avec un ultimatum expirant le 15 janvier 1991, portant sur le retrait total des troupes irakiennes du Koweït. La volonté américaine d'en découdre et d'intervenir ainsi directement dans les affaires de la région reçoit la légitimation des Nations unies. Rapidement, 53 nations s'engagent dans ce qui va devenir une véritable croisade : 21 sont présentes sur le terrain au nombre desquelles les principales nations occidentales dont la France, au soutien sans faille pendant la totalité des événements. Le 17 janvier, l'offensive aérienne nommée « *Desert Shield* » (« Bouclier du désert ») est déclenchée. Elle sera suivie le 23 février par l'offensive terrestre appelée « *Desert Storm* » (« Tempête du désert »), alors que Bagdad devant la précipitation des événements et la violence de l'offensive aérienne vient d'accepter in extremis un nouveau plan de paix dont il ne sera pas tenu compte.

Une coalition de 21 armées et 800 000 soldats sous les ordres du haut commandement américain entre en action dont 25 000 Français de la division Daguet. La plupart des Etats du Moyen-Orient, à quelques exceptions près telles l'Autorité palestinienne et la Jordanie, s'engagent aux côtés des États-Unis. Seule la démission le 19 janvier 1991 du ministre français de la Défense, Jean-Pierre Chevènement, fera entendre une voix discordante au sein des autorités françaises et de la coalition. Les motifs justifiant sa démission, exposés dans une lettre adressée à François Mitterrand alors président de la République, donnent une

² Cf. annexe « Chronologie détaillée de la montée des tensions entre février et août 1990 »

assez bonne lecture de la situation et de ses conséquences : « *Je ne puis en conscience donner mon approbation à la manœuvre américaine dans laquelle la nôtre s'insère, non seulement pour des raisons de politique générale (...) mais pour des raisons intrinsèques au plan des opérations elles-mêmes (...) Il s'agit de minimiser le montant des pertes américaines au prix, s'il le faut, de pertes extrêmement élevées du côté irakien* »³. Pour justifier la participation militaire de la France, le président François Mitterrand expliquait qu'elle servirait à garantir sa place à la table des négociations et son rang sur la nouvelle scène internationale.

L'épilogue (au moins temporaire) a lieu lorsque le 28 février à 5 heures du matin, le président des États-Unis, George HW. Bush, annonçant la suspension des opérations militaires. L'Irak est à genoux. On dénombrerait au moins 100 000 victimes irakiennes civiles et militaires. Un des pays arabes les plus modernes a vu toutes ses infrastructures détruites. Les monarchies arabes alliées des États-Unis sortent renforcées de ce conflit alors que le seul pays laïc de la région a perdu pour longtemps toute influence dans la région moyen-orientale. Les États-Unis s'installent durablement en Arabie saoudite en établissant ainsi une nouvelle base à une gouvernance mondiale dominée par la politique américaine.

B- Les traitements médiatiques états-uniens et français.

- Préparer les conditions à l'entrée en guerre.

Après la description du contexte, tentons de voir dans quelle mesure (procédés conscients ou inconscients) les journalistes de télévision furent parties prenantes de la psychose guerrière qui s'était emparée d'une partie de la population française. Afin d'obtenir l'adhésion nationale et ainsi légitimer l'intervention, les autorités gouvernementales ont opté pour une stratégie de communication basée sur la diffusion d'une information finement sélectionnée se limitant à un message simple et cadré. Dans un but de diabolisation d'un ennemi représentant un péril imminent, les « éléments de langage » distillés via les grands médias étaient de déclarer que l'armée irakienne était la « quatrième armée du monde », ou que l'économie française était menacée de « pénurie en raison de l'insécurité grandissante ».

³ JP. Chevènement, « une certaine idée de la République m'amène à... », Paris, Albin Michel, 1992.

L'analyse qui a guidé le comportement des politiques et des médias impliqués dans cette guerre est que la violence, les images de la douleur et la mort, sont devenues insupportables dans les sociétés occidentales. Il faut donc les cacher pour ne pas occasionner dans l'opinion un choc émotionnel propre à contrarier la conduite des objectifs politiques du gouvernement américain, passant ici par la guerre. Les militaires et les pouvoirs politiques ont donc mis en place un système de censure, afin d'empêcher les journalistes de donner à voir des images de mort comme celles de la guerre du Vietnam. Cependant, la violence n'a pas totalement été masquée dans les médias, elle a plutôt été retravaillée, représentée, en passant à travers le prisme télévisuel et journalistique. La violence a été montrée mais elle fut euphémisée, mise en scène, simulée, voire esthétisée. Il convient donc de mettre au jour les logiques de traitement de la violence, tout en déterminant ce qui relève d'une stratégie délibérée des censeurs et ce qui tient aux logiques médiatiques.

Côté américain, le traumatisme de la guerre du Vietnam ainsi que de la Grenade ont conduit au développement du modèle actuel de la communication du Department of Defense (DoD), décrit par Thomas Hervé comme un parallèle entre propagande et marketing, le « War marketing »⁴. La prise en compte de l'adhésion de l'opinion populaire est incontournable et devient même centrale dans la stratégie globale, voire internationale. La première mise en œuvre massive de cette stratégie date de 1991 lors de la première guerre du Golfe. Pour ce qui est de la couverture du conflit, les chercheurs en sciences sociales relèveront la naissance de l'information télévisée en continu, avec ce que certains appelleront l'« effet CNN ». Beaucoup, notamment à l'époque, dénoncent la censure mise en place par l'armée états-unienne, qui pourtant, n'a jamais autant « communiqué ».

Cependant l'information officielle, ou institutionnelle, n'est qu'un pan du plan de la campagne états-unienne qui ne compte pas se passer d'une arme qui a fait ses preuves, à savoir l'intoxication, dont on peut citer l'exemple suivant. En 1991, l'armée américaine a confié aux journalistes ses projets de préparatifs de débarquement sur les plages de Koweït City. L'armée irakienne y rassembla aussitôt une partie importante de ses troupes alors que l'annonce visait en fait à détourner l'attention du véritable plan d'encerclement du Koweït et des troupes irakiennes par une incursion terrestre directe en territoire irakien, la fameuse opération Daguet.

⁴ Thomas Hervé, « Comment le Pentagone nous vend la guerre », culture pub, n°1, novembre-décembre 2000.

- Supporter l'effort de guerre.

Dans la préparation de la manœuvre américaine, le Pentagone avait décidé de prendre en compte les recommandations de la commission Sidle⁵ : la gestion des relations publiques est totalement incluse dans la manœuvre militaire. L'armée US met en place un énorme dispositif d'accueil des journalistes, dont certains pourront accompagner les troupes sur le terrain. Elle les noie sous des volumes énormes d'informations, souvent très (trop ?) techniques de manière à alimenter les médias tout en évitant d'en dire trop sur les opérations sous couvert de compromission des opérations.

Pendant cette première guerre du Golfe, l'organe militaire de communication des armées françaises, le SIRPA central, est directement intégré dans la machine de guerre communicationnelle dominée par l'administration et l'armée américaine. Une équipe est déployée au Koweït afin de répondre aux demandes de la presse. Elle envisage même un tri des journalistes en fonction de leur rapport à l'institution, afin d'écarter les reporters les plus critiques. L'absence de liberté d'action des médias est souvent portée au crédit des communicants militaires qui n'auraient pas, selon de nombreux journalistes, réellement joué le jeu (MAURY 1992, HECKER 2003). Une critique largement modérée par Dominique Wolton qui salue le « civisme » des militaires en s'opposant à ceux qui aurait crié un peu vite à la censure et au contrôle des médias : *« Un des non-sens de cette guerre aura été d'ironiser sur le rôle des militaires dans l'information alors même que leur présence était au contraire le symbole de leur intégration dans l'espace public. Et s'il était choquant, aux dires de certains, de voir tant de militaires commenter seuls les faits militaires, rien n'interdisait de les confronter à des journalistes spécialisés dans ces mêmes questions militaires -spécialistes que l'on a, hélas, fort peu vus. Ce qui met en cause non pas les militaires, mais les responsables de rédaction... Si l'on suivait ce raisonnement, il faudrait interdire d'antenne les médecins qui parlent de médecine, les prêtres de religion, les sportifs de sport... »* Et de rappeler que « la

⁵ Commission mise en place après l'intervention US à la Grenade en 1983 pour étudier les relations entre médias et armée. Sous la direction du major Général Winant Sidle, elle propose que « les relations publiques soient planifiées dès que la planification des opérations commence ; les militaires doivent établir un pool de médias dès ce moment pour mettre en place une couverture libre ; les militaires doivent fournir la logistique pour permettre aux journalistes de couvrir les opérations ».

nature exceptionnelle de la guerre induit une certaine censure, sans remettre en cause la démocratie »⁶.

En outre, du côté français, l'articulation complexe avec les nombreux journalistes présents sur le théâtre d'opérations ne s'est pas faite sans difficultés. Outre les jeux d'influence politique nationaux, certains médias⁷ ont dit que le ministre, réticent à l'engagement, ne souhaitait pas faciliter la médiatisation de la présence des troupes françaises. Il y a eu un certain nombre « d'erreurs de jeunesse » d'une communication militaire française quelque peu dépassée par l'ampleur de l'évènement et la transformation médiatique en marche.

A titre d'exemple de « ratages techniques », les officiers de presse présents sur le théâtre rendaient compte directement au SIRPA central, qui faisait des points de presse à Paris beaucoup plus détaillés que ce que l'état-major opérationnel sur le théâtre pouvait donner à Riyad aux journalistes. Dès lors, ceux-ci étaient furieux et ont pris à partie le commandant de l'opération, le Général Roquejeoffre, en l'accusant de les déposséder de l'information. Le cabinet du ministre de la Défense – alors Pierre Joxe qui venait de succéder à Chevènement – a ensuite décidé que l'information devait venir prioritairement du théâtre, et être donnée d'abord aux envoyés spéciaux sur place. Un général adjoint chargé de la communication a été mis en place pour appuyer le chef des opérations lors des points de presse en anglais face à une communauté médiatique particulièrement pressante et avide de transparence sur des opérations marquées du sceau du secret des opérations.

Ainsi, avant le début de l'offensive aérienne du 17 janvier, les journalistes avaient manifesté leur mauvaise humeur parce qu'on ne les emmenait pas voir les unités de Daguet sur le terrain. Mais c'est parce qu'il y avait eu un vaste mouvement de redéploiement vers l'ouest depuis King Khaled Military City (KKMC)⁸ jusque dans le secteur de Rafah, sur une distance de 300 km. Il ne fallait absolument pas que les Irakiens le sachent, d'où le black-out imposé aux journalistes. Le Général Roquejeoffre ayant dit aux journalistes à Riyad : « *vous êtes libres d'aller voir les unités sur le terrain si les Saoudiens ne vous en empêchent pas, mais*

⁶ Wolton, D. (1991), *War Game : L'information et la guerre*, Flammarion, Paris

⁷ Alexandra SCHWARTZBROD, *Les Echos*, 30/01/1991

⁸ En français "la cité du roi Khaled" (CRK), située à proximité d'Hafar Al-Batin et entièrement occupée par les militaires saoudiens.

Saddam Hussein paierait très cher pour avoir ces renseignements. Je vous demande de ne pas divulguer de positions, de ne pas donner de renseignement tactique ».

Cette inadaptation initiale de l'interface militaro-médiatique a donc été rapidement corrigée initiant une évolution structurelle qui se poursuivra après le conflit et dont l'héritage est encore visible aujourd'hui. Du point de vue de la relation des médias avec l'institution militaire, l'opération Daguet a été un vrai laboratoire, certaines innovations marquant un tournant dans la manière de gérer l'information. Ainsi, après la guerre du Golfe, une cellule de communication a été créée à la Force d'Action Rapide (FAR) mixant officiers d'active spécialisés et réservistes provenant du domaine de l'information. De même, la communication opérationnelle a été progressivement structurée, confiant désormais une responsabilité plus importante au commandant militaire de l'opération sur un théâtre d'opération.

L'étude des journaux télévisés français est particulièrement éclairante sur l'évolution du traitement médiatique d'un conflit, voire de la couverture de l'information au sens large. Ainsi, la guerre du Golfe a révolutionné le journalisme télévisé. Avec une rapidité des événements, la concurrence entre chaînes de télévision et organes de presse, le manque d'information et la censure, les journalistes devaient se débrouiller, improviser et agir rapidement pour répondre aux demandes des téléspectateurs, devenus friands d'image de guerre. La déontologie du journalisme exige que chaque information soit vérifiée. Mais le travail journalistique dans le Golfe s'est trop souvent résumé à diffuser dans l'urgence sans prendre la peine de recouper les sources pour fiabiliser l'information. Comme pour se justifier, les journalistes précisent que, de toutes façons, le téléspectateur est comme Saint Thomas : il ne croit que ce qu'il voit. Par conséquent, s'il y a des images, c'est que les informations sont véridiques. Ce manque de rigueur de la part des journalistes a donc transformé la guerre du Golfe en un véritable show télévisuel.

- Dresser un bilan positif des opérations et perspectives de l'entre deux guerres.

La couverture médiatique de la guerre du Golfe suscitera de nombreux débats. Les logiques de communication des armées américaines tendront au cours des conflits du début du XXIème siècle vers un juste milieu entre la liberté totale du Vietnam et le contrôle absolu de l'Irak. L'énorme machine de communication de l'armée états-unienne dans le Golfe reçoit

alors plus de 1500 journalistes, dont une bonne centaine de Français. Dominique Wolton remarque pourtant que « *jamais dans une guerre, il n'y a eu autant de médias impliqués et jamais l'opinion publique n'a eu autant le sentiment de n'être pas informée* »⁹.

Ne pouvant se passer d'un appui médiatique, partie intégrante de l'opération *Desert Storm*, les autorités américaines ont eu la difficile équation à résoudre d'une apparente transparence avec les médias tout en préservant une certaine maîtrise de la diffusion de l'information. En conséquence, pour éviter des situations comparables à celles du Vietnam ou de la Grenade, l'armée US fixe des règles qui peuvent paraître particulièrement contraignantes¹⁰ pour les journalistes :

- Tous les reporters dans les zones de combat doivent appartenir aux médias officiellement désignés comme faisant partie du pool et être escortés par des officiers presse.
- Tous les reportages réalisés par le pool doivent faire l'objet d'une « lecture de sécurité » par les officiers presse accompagnant.
- Interdiction de diffuser les informations considérées comme « non publiables » pour des raisons de sécurité par le Pentagone, comme la position des troupes, le volume de forces et d'armement, la révélation d'avions abattus ou de navires coulés.
- Incitation à ne pas parler de soldats américains grièvement blessés (et non pas interdiction).
- Les interviews d'officiers de l'armée US ne peuvent être réalisées que dans des lieux publics, à condition d'être « on the record ».
- Les journalistes dont le physique serait jugé inadéquat par des commandants militaires, doivent faire des examens médicaux.

Les militaires ont organisé le système dit des « pools » pour contenir l'activité des journalistes et notamment des cameramen. Cette invention américaine a pour but d'intégrer un petit groupe de journalistes aux opérations militaires (mais surtout dans les troupes d'arrière garde) qui partagent ensuite anonymement leurs informations avec les reporters restés à l'arrière. L'état-major peut ainsi concilier une double exigence : garantir la sécurité des journalistes et contrôler l'information. Les « pools » sont d'une part une réaction à la

⁹ Wolton, D. Op Cit.

¹⁰ Fialka, J. J. (1992), *Hotel Warriors : Covering the Gulf War*, Johns Hopkins University Press, 1992, Baltimore.

relative liberté laissée lors de la guerre du Vietnam en matière de couverture médiatique et, d'autre part, une réponse aux nombreuses critiques que suscita l'absence de tout journaliste lors des premières heures de l'intervention à la Grenade. Le pool était alors un moyen jugé tout à fait satisfaisant par les militaires, et considéré comme un moindre mal par les journalistes. Il fut testé pour la première fois lors de l'opération au Panama et, devant le peu de critiques qu'il suscita de la part des médias américains, il fut repris dans le Golfe avec plus de rigueur. Les militaires comprirent que leurs objectifs ne pourraient être atteints s'ils apparaissaient, dans leur pratique, comme trop en porte-à-faux par rapport aux valeurs démocratiques. Les autorités militaires ont donc « négocié » avec les journalistes les modalités de la censure. Ils tentèrent d'obtenir de cette manière un compromis au nom de la préservation des intérêts respectifs des politiques et des rédactions. Pour ce faire, ils ont utilisé des arguments de légitimation toujours en vigueur actuellement recourant à des valeurs assez indiscutables de part et d'autre. Tout d'abord le bon sens : il faut pouvoir protéger les journalistes. Ensuite, le patriotisme : il faut protéger la vie des soldats, et ne pas affaiblir les possibilités de victoire, en informant l'ennemi des mouvements de troupes. Enfin, la morale et la pudeur : les familles des victimes doivent être averties d'abord, et ne pas apprendre par la presse la mort de l'un des leurs. La guerre ne doit pas être l'occasion d'un voyeurisme malsain.

La couverture médiatique de la guerre du Golfe a été marquée par la transfiguration de la violence martiale. Plusieurs procédés ont été mis en œuvre pour arriver à maîtriser l'impact auprès du public des images de guerre. Il ne s'agissait nullement d'interdire les diffusions de toutes les images violentes mais de les canaliser. Les images de violence portent en elles deux sentiments contradictoires que sont la répulsion et la fascination. Les autorités politico-militaires ont donc tenté de limiter les manifestations possibles de répulsion et ont joué le plus souvent du registre de la fascination.

Pour cela, différents procédés ont été mis en œuvre selon Arnaud Mercier¹¹ :

- **L'euphémisation.** Les seules images de destruction diffusées furent celles des images vidéo d'avions alliés envoyant, au centimètre près, des missiles sur « un objectif stratégique » (pont, usine, caserne, aéroport...), là même où des civils ne devraient

¹¹ Jean-Marie Charon et Arnaud Mercier, « Armes de communication massive, information de guerre en Irak : 1991-2003 », CNRS Editions, Paris, 2004.

donc pas être. Tout un champ lexical sera utilisé, « frappes chirurgicales », « dégâts collatéraux », jusqu'aux noms donnés aux opérations militaires, mais nous y reviendrons dans la dernière partie de nos réflexions.

- **L'esthétisation.** Les bombardements nocturnes de Bagdad diffusés en vision « intensification de lumière » faisaient passer l'ultra-violence par le prisme de la science-fiction. Les journalistes eux-mêmes furent fascinés par ces images et certains pris de lyrisme. Ceux de CNN parlant de feu d'artifice, un journaliste de FR3 ira même jusqu'à tenir les propos suivants : « *Bagdad illuminée par des serpentins que forment les balles traçantes* » ; cette esthétisation de la guerre pouvant représenter un risque de banalisation de la violence et de la nature même de l'état de militaire comme l'a récemment fait remarquer le Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre¹²
- **La technologisation.** Les alliés ont mis en avant leur formidable potentiel matériel et technologique. Les reportages photographiques et télévisés se sont tous longuement étendus sur la puissance de feu réunie et l'efficacité de l'organisation américaine. Les journalistes développèrent l'idée de la « *première guerre high-tech, une guerre du troisième type où la technologie devrait faire la décision* ». Cette guerre était avant tout présentée comme « *le plus formidable déploiement de troupes et de matériel depuis la seconde guerre mondiale* »¹³. Cette fascination pour la technologie se retrouve également du côté des journalistes. Le théâtre des opérations devenant une tribune exceptionnelle pour les rédactions du monde entier qui déploient également des efforts financiers considérables pour bénéficier du matériel à la pointe des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC), la guerre du Golfe ayant été placée sous le signe du direct absolu et des multiplex planétaires. Ce système devait permettre de réaliser un des fantasmes de l'humanité : celui de l'être omniscient qui « grâce aux satellites, aux avions espions ou furtifs, saurait tout »¹⁴.
- **La distanciation.** Il y eut d'abord la « *déréalisation* » qui fait appel au registre ludique, renforçant encore le pouvoir fascinant des images diffusées. Les journaux et la télévision ont proposé des animations graphiques des batailles en cours ou planifiées à la manière de dessins animés ou en images de synthèse assez « enfantins » (les

¹² Tribune du GAR J-P. Bossier : « La singularité du métier de soldat », FigaroVox, 28/02/2018.

¹³ « *Opération Koweït* », VSD, numéro hors-série, hiver 1990, p.1, p.43.

¹⁴ Ferro, (M.), *L'Information en Uniforme*. Paris, Ramsay, 1991, p.22.

soldats, les individus concrets n'étaient représentés que par des carrés en carton symbolisant un uniforme, à côté de carrés identiques représentant des avions, des hélicoptères ou des chars). Les images de destruction diffusées avaient été prises depuis les avions, leur qualité technique, le caractère noir et blanc et l'angle de vue très resserré ont suffi à affaiblir leur qualité violente, avec une référence évidente aux jeux vidéo qui leur a donné une dimension complètement hors d'un contexte de guerre ou des préoccupations quotidiennes concrètes de l'auditoire. De la même façon, un certain nombre des images ont été tirées des archives historiques (pour illustrer les menaces de guerre chimique des images de 1914-18...). Leur caractère historique, la mise à distance que les images contiennent (noir et blanc, grains, sauts d'images, vitesse de déroulement de la pellicule) suffisent au téléspectateur pour qu'il se sente pas totalement concerné, mais inquiet tout de même. Enfin, les médias ont suivi une logique de « *désincarnation* ». Le silence maintenu sur le nombre de victimes y a notamment participé, comme si la guerre n'avait pas fait plus de morts côté irakien que côté allié. Les seules images qui furent proposées furent celles des milliers de combattants se rendant aux forces alliées, après la défaite.

- **La mise en scène.** Les soldats irakiens ont été systématiquement diabolisés et présentés comme des brutes. Saddam Hussein, caractérisé comme le « bourreau ou boucher de Bagdad », un « nouvel Hitler ». De même, l'annexion du Koweït comparée à un « Anschluss » (selon un titre de VSD). La coalition des pays alliés est d'emblée présentée comme la croisade des pays « civilisés » apportant les lumières de la démocratie dans un univers de chaos à l'image de ce qui s'était passé avec la propagande occidentale contre « l'ogre soviétique ».

II. 2003, un théâtre d'opération similaire mais une situation politique et médiatique très différente.

A- La situation américaine.

- Des préliminaires, à l'entrée en guerre.

La guerre du Golfe, dans les premières semaines de 1991, aurait pu régler la question irakienne. Il n'en sera rien : le maintien de Saddam Hussein au pouvoir et son choix d'une attitude de défi malgré la défaite vont conduire à crispier durablement la situation avec, au

cœur du problème la question des armes de destruction massive. Dans les dix années suivantes, l'Irak devient ainsi l'enjeu d'une crise internationale larvée. A l'unisson dans la première guerre du Golfe, la France et les Etats-Unis divergent de plus en plus dans la seconde moitié de la décennie sur les motifs de recours à la force militaire pour résoudre le problème irakien. Si la question irakienne n'est alors qu'un sujet de friction parmi d'autres dans la relation franco-américaine, les bases de ce qui se jouera en 2002-2003 sont déjà posés.

C'est pendant le premier mandat de Bill Clinton, de 1993 à 1997, que la question irakienne va progressivement devenir un sujet de crispations. « Une rage de dent » qui n'empêche pas de vivre, dit Collin Powell en février 1993¹⁵ : l'image est juste et elle va se vérifier dans les années qui suivent.

Tout change le 11 septembre 2001. Médusé, le monde assiste ce jour-là en direct à l'effondrement des tours jumelles et découvre l'existence d'Oussama Ben Laden – la veille encore inconnu du grand public – tout en attendant avec anxiété la réplique américaine. Repli isolationniste ou réengagement international ? Riposte unilatérale ou action multilatérale ? Ciblée ou globale ? Les réponses à ces questions ne se font guère attendre : en déclenchant une « guerre totale contre les terrorismes », dont l'Afghanistan et le régime des talibans ne sont que le premier théâtre, l'Amérique de Bush fait un choix dont les conséquences se révéleront « tectoniques ». Resté à l'arrière-plan des priorités de la nouvelle administration dans ses premiers mois, l'Irak se retrouve de nouveau dans le collimateur.

Le 29 janvier 2002, George W. Bush prononce le discours annuel sur l'état de l'Union devant les deux chambres du Congrès réunies. L'ambiance est inchangée par rapport au 20 septembre : les applaudissements à tout rompre s'enchaînent pendant les quelque cinquante minutes que dure un discours illustré de références à l'héroïsme des Américains dans la « guerre contre le terrorisme ». S'il s'adressait quatre mois auparavant à un pays désorienté et sous le choc, Bush, cette fois, met en avant un premier bilan : « nous avons réconforté nos victimes, commencé à reconstruire New York et le Pentagone, réuni une vaste coalition internationale, capturé, arrêté et débarrassé le monde de milliers de

¹⁵ Cite par Martin INDYK, "Innocent Abroad: an Intimate Account of American Peace Diplomacy in the Middle East", New-York, Simon & Schuster, 2009, p.38.

terroristes, détruit les camps d'entraînement en Afghanistan, sauvé son peuple de la famine et libéré les Afghans d'une oppression brutale », déclare-t-il en présence du président afghan Hamid Karzai.

L'essentiel du message, pourtant, est ailleurs : il s'agit pour Bush d'annoncer son objectif au-delà de cette « première phase » de la guerre, à savoir « empêcher les régimes suppôts du terrorisme de menacer l'Amérique, ses amis ou ses alliés, avec des armes de destruction massive ». Et de mentionner le Corée du Nord, l'Iran et surtout l'Irak, qu'il accuse d'avoir cherché secrètement pendant plus d'une décennie à se procurer anthrax, neurotoxiques et armes nucléaires. Bush martèle son message : « des Etats comme ceux-là, ainsi que leurs alliés, constituent un axe du mal et menacent la paix dans le monde », et de prévenir, « je ne resterai pas inactif face à un péril grandissant. Les Etats-Unis d'Amérique ne laisseront pas les régimes les plus dangereux au monde les menacer avec les armes les plus destructrices au monde¹⁶ ».

La tendance dominante chez les journalistes est de céder au réflexe patriotique de la justification de l'intervention, comme l'a très souvent montré la chaîne américaine Fox News. Toute critique de l'intervention américaine provenant de confrères ou de l'opinion publique, pendant et après la guerre, était immédiatement assimilée à l'antenne à une trahison. L'amalgame a été porté à son comble quand le fait de critiquer les raisons avancées par George W. Bush était systématiquement tenu pour la preuve d'un soutien de Ben Laden. Réagissant aux propos d'une consœur de CNN qui dénonçait les pressions patriotiques de l'administration Bush, Irena Briganti, porte-parole de Fox News, a déclaré début septembre 2003 : « Etant donné le choix, il vaut mieux être perçu comme un petit soldat de Bush que comme porte-parole d'Al-Qaida¹⁷ ».

- La remise en cause de la fiabilité des médias.

En réponse aux critiques suscitées par les dérives du *pooling* de la guerre de 1991, les militaires américains ont dû concevoir un autre dispositif pour le conflit de 2003. D'autant que la présence de médias arabes échappant au contrôle occidental changeait la donne, comme en Afghanistan en 2002. Ne pouvant plus compter sur l'inertie ou l'inexistence des

¹⁶ Discours sur l'état de l'Union, prononcé le 29 janvier 2002, <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/01/2002129-11.html>

¹⁷ Cité par Peter Johnson, "Amanpour: CNN practiced self-censorship", USA Today, 14/09/2003.

médias ennemis ou perçus comme tels, l'armée américaine a finalement reconsidéré sa position sur l'interdiction d'accès au front des journalistes. Les journalistes ont donc reçu des accréditations pour être embarqués, « *embedded* » au sein des unités combattantes. Sous réserve de respecter une charte assez contraignante, comprenant notamment l'interdiction absolue de donner toute indication permettant de localiser les troupes, les journalistes pouvaient librement diffuser images et reportages depuis les lieux de combat. Le pari était simple. En permettant de diffuser en direct, sans aucun recul, des images de combat, l'armée satisfaisait le désir d'action et de spectaculaire des télévisions tout en évitant la dimension critique, le recul analytique, au moins pour les journalistes sur place, pris dans le feu de l'action.

La destruction de la presse ennemie est devenue un objectif militaire avoué. Dans l'arsenal des armes non létales produites en Occident figurent les armes électromagnétiques capables de brouiller les émissions d'ondes non seulement pour le dispositif de communication ennemi mais aussi pour les émissions de télévision ou de radio, comme à Bagdad où les locaux de la télévision irakienne ont été finalement bombardés. Les témoignages des journalistes en poste à Bagdad indiquent, par ailleurs, que les tirs meurtriers des Américains le 8 avril 2003 contre l'hôtel Palestine, lieu de résidence de la plus part des journalistes indépendants en Irak, et contre les locaux d'Al Jazira et d'Abou Dhabi TV étaient délibérés – même si le feu de l'action rend envisageable une simple bavure – et visaient à intimider ou à punir les journalistes qui osaient avancer une analyse critique de l'intervention américaine.

Avec la décision du Pentagone d'incorporer plus de 700 journalistes dans les unités, cette promesse d'accès à l'information devait produire la plus transparente, la plus spectaculaire et la plus « humaine » des guerres, la mère de toutes les batailles médiatiques, suivie en direct, 24 heures sur 24, sur les écrans de télévision, à la radio et sur le Net. Le concept s'est avéré irrésistible.

Quel a été l'impact réel de ce travail de fourmi – *embedded* ou *unilateral* – sur la couverture de la guerre ? Difficile de répondre à cette question sans prendre en compte le fonctionnement même du système médiatique. Quels qu'ils soient, à Paris, Londres, New-York ou au Caire, les médias travaillent selon des normes et des conditions dictées par les chaînes satellites d'information en direct et en continu (CNN, BBC World, Fox News, MSNBC,

Al Jazira, Al-Arabiya, Abou Dhabi TV et quelques autres), les agences de presse mondiales (Reuters Ltd, Associated Press et AFP) et les sites internet d'information. Dans un surprenant mouvement de balancier, le système médiatique passe comme un seul homme et sans transition du thème de la « guerre éclair » à celui de « l'enlèvement », de la « pause » à la « surprise » de l'effondrement du régime (contrairement à l'hypothèse privilégiée avant le début des affrontements, d'une bataille longue et meurtrière dans les rues de Bagdad), conclu par la mise en scène bâclée de la chute de la statue du dictateur. Dès lors le journaliste est influencé, à la fois par ses pairs, par les stratégies de manipulation des autorités, de son rédacteur en chef, de son public et du politiquement correct environnant.

Cependant, en dépit du nombre de journalistes déployés sur le terrain et des progrès de la technologie, une grande partie du conflit a échappé aux médias. *Quid* des 29 000 bombes et missiles tirés par les forces spéciales dans un des faubourgs à l'ouest de Bagdad où les Bérets verts se trouvaient huit mois avant le début des hostilités ? *Quid* de l'effondrement rapide de la Garde républicaine dont les chefs ont été achetés par les américains ? *Quid* des quelque 30 000 pertes militaires irakiennes et des 6 à 8000 victimes civiles irakiennes ?

A quelques exceptions près, le Pentagone a parfaitement réussi à contrôler les images, et donc l'information, en transformant sa guerre en *road-movie*¹⁸ spectaculaire de Koweït City jusqu'à Bagdad. Tous les médias ont joué le jeu volontairement ou involontairement, consciemment ou inconsciemment. Réduit à un rôle de capteur d'images, peu ou pas libre de ses mouvements, le journaliste n'avait plus qu'à accompagner le militaire dans son « *war trip* ». Le script de l'histoire était écrit à Washington, il ne restait plus aux médias qu'à l'authentifier par leurs illustrations. Tout a été fait pour décourager les *unilaterals* et intimider Al-Jazira.

B- Le conflit sous le prisme français.

Au regard de l'intervention militaire de 1991, celle de 2003 diffère à plus d'un titre. Cette fois-ci, la non-participation de la France – c'est sans aucun doute la principale raison -, rejointe par d'autres Etats dans sa position critique envers les Etats-Unis, l'opposition ostensible de larges fractions de l'opinion publique nationale et internationale à la guerre

¹⁸ François d'Alañon, « Irak 2003, le road-movie », La Croix, 11/10/2013

étendent à priori l'espace de débat des éditorialistes. Les transformations du journalisme contemporain (la montée en puissance des impératifs économiques et notamment le fait de s'adresser à un public élargi, nécessairement hétérogène, y compris en presse écrite) interdisent néanmoins l'adoption de jugements tranchés, susceptibles de choquer certaines fractions du public, et compromettent ainsi la posture de leader d'opinion.

Lors des guerres du Golfe en 1991, du Kosovo en 1999 et d'Afghanistan en 2001, les principaux médias français avaient apporté à la propagande des grandes puissances coalisées le renfort de leur propre propagande. Mais cette fois-ci, après une intense campagne sur « les armes de destruction massive », la guerre contre l'Irak commencée dans la nuit du 19 au 20 mars 2003 n'a ouvertement pas bénéficié d'un tel renfort, ni pour les préparatifs de la guerre, ni durant l'invasion.

- La contre argumentation avant l'intervention US.

C'est dans les premières semaines de 2003 que va s'opérer la rupture franco-américaine. Jusqu'alors les apparences sont sauvées : la mise en œuvre de la résolution 1441, sur fond de déroulement sans accros des inspections, fait toujours l'objet d'un accord, même si ces dernières ne produisent pas de résultats significatifs en l'absence d'une coopération active de l'Irak. En arrière-plan pourtant, les Américains s'orientent désormais clairement vers une opération militaire. Un choix dont les Français vont avoir la confirmation à la mi-janvier et qui va très vite se traduire par une volonté d'accélération du calendrier de la part de Londres et Washington, bien décidés à ne pas laisser se prolonger indéfiniment la phase des inspections et à préparer le terrain pour une intervention.

Face à cela, les Français s'en tiennent à la ligne adoptée depuis le début de la crise et qui passe par une application stricte de la résolution, ce qui, en l'absence d'incident ou de découverte d'une pièce à conviction, implique la poursuite des inspections. Mais devant la détermination des Américains à entrer en guerre, le clash est sans doute inévitable : jusqu'alors masquées par le vernis de la résolution 1441, les divergences apparaissent en pleine lumière dans les derniers jours de janvier, à la faveur d'un premier accroc à New-York, puis des célébrations du quarantième anniversaire du traité de l'Élysée, lors duquel s'affiche clairement un axe franco-allemand de refus de l'engrenage guerrier. Dès lors le terrain est prêt pour l'affrontement qui va culminer dans les semaines à venir.

Si les « preuves » présentées par Colin Powell au conseil de sécurité le 5 février 2003 atteignent leur objectif en faisant basculer le soutien à la guerre d'une opinion américaine jusqu'ici hésitante, elles ont l'effet inverse dans la communauté internationale, où le scepticisme du « camp de la paix » quant à la réalité de la menace irakienne ne fait que s'accroître, d'autant que l'Irak en vient enfin à donner des signes de coopération plus active avec les inspecteurs. En témoignent les applaudissements remportés par Dominique de Villepin quelques jours plus tard lorsqu'il dénonce, en quelques phrases qui font mouche, une logique de guerre injustifiée.

- La couverture du conflit malgré la non intervention militaire.

Le fait que la France ne fasse pas partie du conflit sur cette seconde guerre du Golfe aurait dû faciliter la couverture des opérations dans chacun des camps des belligérants. Cependant, c'était sans compter sur le paramètre politique, sous couvert de patriotisme. Du côté américain, le non alignement, voire la défiance, du gouvernement Chirac à l'égard de l'entrée en guerre et de ses arguments jugés « fallacieux », a généré un sentiment anti-français fermant dès lors la porte des états-majors et entravant l'accès au théâtre pour les journalistes français. Du côté irakien, même si la position française aurait pu être récupérée avantageusement par un Saddam Hussein de plus en plus ostracisé au plan international comme régional, il s'agit plus d'une opposition de principe envers un pays occidental ennemi d'hier et ne désavouant l'action de la coalition que du bout des lèvres dans les médias.

La description donnée par Philippe Riutort sur le traitement des éditorialistes de presse écrite est particulièrement éclairante de ce point de vue. Ainsi, trouver un angle cadrant l'évènement conformément au titre et à la rédaction à laquelle on appartient d'une part et satisfaire aux attentes supposées de son public d'autre part s'avère un exercice ardu. Il était en effet quasiment impossible en 1991 pour un éditorialiste de se prononcer ouvertement contre une intervention militaire approuvée par une résolution des Nations Unies et à laquelle la France participait, bénéficiant d'un quasi-consensus des forces politiques de gouvernement et validée via les sondages d'opinion publique.

Au regard de l'intervention militaire de 1991, celle de 2003 diffère à plus d'un titre. Cette fois-ci, la non-participation de la France – c'est sans aucun doute la principale raison -, rejointe par d'autres Etats dans sa position critique envers les Etats-Unis, l'opposition de

larges proportions de l'opinion publique nationale et internationale à la guerre laisseraient aux éditorialistes davantage de marges de manœuvre. Les transformations du journalisme contemporain (la montée en puissance des impératifs économiques et notamment le fait de s'adresser à un public élargi, nécessairement hétérogène, notamment en presse écrite) interdisent néanmoins l'adoption de jugements tranchés, susceptibles de choquer certaines fractions du public.

Souhaitant rester fidèles à la déontologie d'objectivité journalistique, nombre d'éditorialistes rendent hommage, au nom de l'intérêt général, à la position française (à l'image des papiers élogieux consacrés à l'intervention à la tribune de l'ONU du ministre des Affaires étrangères), en soulignant le nécessaire dépassement des clivages politiques gauche-droite. Les éditorialistes répertorient, à l'appui d'une scrupuleuse comptabilité, les « erreurs » des deux camps en présence (la coalition dirigée par les États-Unis et le « camp » formé par la France, l'Allemagne et la Russie) et recentrent le débat sur les questions atlantiques, délaissant le Moyen-Orient, problème complexe et par trop éloigné des préoccupations du public. La recherche d'une voie moyenne, synonyme de nécessaire retour à la raison, offre au bout du compte une échappatoire rêvée aux insondables contradictions de l'éditorialiste *« George Bush s'est aventuré dans une guerre folle dont les conséquences sont inestimables et dramatiques. Mais est-ce opportun de pousser le désaccord jusqu'à ce qui est perçu, notamment par une opinion publique mondiale glissant vers un antiaméricanisme de haine, comme une rupture ?¹⁹ »*.

III. Conséquences et perspectives.

A- Les relations des médias aux conflits post 2003.

- L'action médiatique américaine contemporaine à la seconde guerre en Irak.

La violence et l'ampleur des attaques terroristes commises par des organisations d'envergure mondiale ces dernières années mettent à l'épreuve la résilience des nations (ou d'un groupe de nations réunies en coalition), en particulier occidentales, et par conséquence la volonté des peuples et de leurs dirigeants redeviennent le centre de gravité des

¹⁹ Alain Génestar, *Paris-Match*, 26 mars 2003.

affrontements modernes. Jusqu'à aujourd'hui, la manière de communiquer, tant en interne vers son opinion publique qu'en externe vers ses partenaires diplomatiques ou ses ennemis, est resté la pierre angulaire de tout engagement armé. Si du côté occidental cela est une constante sur les presque 30 dernières années de conflits au Moyen et Proche Orient comme en Afrique, l'adversaire n'est pas en reste et adapte sa stratégie pour attaquer nos points faibles. Or, les sociétés occidentales offrent une surface de vulnérabilité de plus en plus importante compte tenu de l'ultra-connexion médiatique et de la démocratisation des NTIC. Dès lors, l'action sur les perceptions confirme son importance, voire sa primauté et c'est ainsi que le groupe terroriste *Daesh* représentait plus de 42.000 tweets par jour au plus haut de sa propagande en 2016. A la fois pris à leur propre jeu, avec les outils qu'ils avaient eux-mêmes créés, et empêtrés dans une coalition de 72 pays en Irak représentant autant de perceptions et d'enjeux particuliers au sein de l'*Operation Inherent Resolve* (OIR), les nations occidentales ont dû s'adapter. Comme ils l'avaient toujours fait, les terroristes ont basé leur action sur la communication de la terreur à grande échelle en utilisant la caisse de résonance médiatique, ce qui s'est imposé comme un défi de taille pour nos sociétés de confort et « techno dépendantes ».

C'est alors le retour des opérations militaires d'influence (OMI). Ce champ d'affrontement, dans lequel les armées avaient depuis longtemps un savoir-faire reconnu, était un peu délaissé, en particulier depuis les guerres du Viêtnam pour les Américains et d'Algérie pour les Français où le caractère trop sulfureux du PSYOPS (Psychological operations) ou de la guerre psychologique les avaient mis au ban d'une guerre « propre » devenue seule politiquement acceptable. Mais les modes d'action « ami » ne sont pas en reste et les responsables n'hésitent plus, en tous cas du côté américain (les faits sont établis depuis), à utiliser l'arme de la manipulation ou de l'intoxication. Un exemple devenu flagrant se produit lorsque le 10 octobre 1990, au cours d'une gigantesque audition télévisée, des témoins décrivent devant le Congrès des Etats-Unis les horreurs commises au Koweït par les troupes de Saddam Hussein. Les téléspectateurs américains sont alors bouleversés par le témoignage d'une infirmière koweïtienne éplorée qui raconte comment les soldats irakiens ont débranché les appareils qui maintenaient en vie les enfants prématurés de son hôpital et tué les nourrissons en les jetant par terre. On découvrira plus tard que la prétendue infirmière n'était autre que la propre fille de l'ambassadeur du Koweït aux Etats-Unis et

n'avait jamais été infirmière. Son témoignage avait été construit de toute pièce par les services secrets américains dans le but de convaincre le Congrès d'autoriser le président Bush père à entrer en guerre. Un peu plus d'une décennie plus tard, dans des conditions curieusement similaires, le fils n'utilisera pas d'autres moyens pour convaincre l'opinion de la menace que représenterait la détention d'armes de destruction massives par les Irakiens... Force est de constater que les administrations Obama et Trump ont continué dans la même veine pour stigmatiser le gouvernement syrien ou la dictature nord-coréenne.

- Couverture médiatique française en Afghanistan, au Sahel et au Levant.

Concomitamment au second conflit irakien, la plus part des pays occidentaux traditionnellement alliés des Etats-Unis ou membres de l'OTAN se sont engagés dans une série de conflits à fort retentissement médiatique. De l'Afghanistan au Sahel en passant par le Levant, les opinions déjà marquées par les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ou frappées plus directement sur leur sol, vont être peut-être d'avantage que par le passé au cœur d'enjeux politico-médiatiques. Le « nouveau paradigme sécuritaire » issu de la menace terroriste, ce que Thierry de Montbrial appela les « temps troublés », accentuera encore des évolutions dans les relations militaires/médias. Dans ce contexte, gouvernants et militaires ont adopté des stratégies médiatiques nouvelles, à la fois complémentaires et concurrentes.

La période de dérégulations et de libéralisation des échanges économiques qui a changé le monde, en particulier depuis les années 1970 a privé les gouvernements d'un certain nombre de leurs leviers d'action traditionnels. Les conséquences en termes de chômage de masse et d'instabilité financière ont mis les gouvernements dans des situations sans précédent, et face auxquelles ils se sont trouvés quelque peu dépourvus. Pour nombre de gouvernements occidentaux, parmi les plus touchés par la « stagflation » ou les crises financières spéculatives, l'action militaire s'est avérée plus que jamais « l'Ultima ratio », c'est-à-dire l'un des seuls leviers efficaces et réactifs à coup sûr. En outre, « la guerre contre le terrorisme » ou « la lutte contre l'axe du mal » ont été des thèmes fédérateurs pour des politiques en quête d'indices de popularité favorables, synonymes de soutien populaire et donc de bonnes perspectives électorales. Ainsi, le président français, François Hollande, a engagé trois opérations militaires extérieures en moins de trois ans: le 11 janvier 2013 au Mali, puis le 5 décembre 2013 en Centrafrique et enfin le 19 septembre 2014 au Levant contre l'État islamique. Cet « activisme militaire » du chef de l'Etat, chef des armées, a trouvé un large relais médiatique qui

a systématiquement permis de maintenir, voire de rehausser, sa cote de popularité : « Une première - légère - hausse de popularité pour François Hollande avait été observé lors de l'engagement des forces françaises au Mali en février 2013. Plusieurs instituts ont noté une embellie de 3 à 5 points »²⁰.

Allant au-delà de l'impact stratégique des décisions gouvernementales sur l'engagement des armées, le président Hollande n'a pas hésité à utiliser le « show of forces » médiatique des grandes heures de la première guerre du Golfe. Lorsque des frappes aériennes sur le Levant sont ordonnées par la présidence de la République de manière à ce qu'elle passe en images en direct aux journaux télévisés de 20 heures (journal télévisé de France 2 du 7 avril 2017), nous sommes dans une influence directe du politique sur les opérations militaires via les médias. Si cela n'est pas une première en occident, cela s'est révélé une nouveauté en transformant certaines opérations en show médiatique à défaut de show of force.

Dans le même temps, du côté de l'institution militaire, d'autres bouleversements ont engendré d'autres changements dans le champ médiatique. Suite à la suspension de la conscription en 1996 et les drastiques coupes qui se sont succédé dans les budgets de la défense depuis le début des années 2000, les armées sont entrées dans une approche de conquête de ses ressources, à la fois financières, matérielles et humaines. Le besoin de communiquer mieux et différemment s'est imposé en considérant la nécessité de maintenir le lien entre la nation et l'armée professionnelle, mais aussi à l'aune de l'enjeu stratégique qu'est le recrutement pour une armée jeune et dynamique et enfin face aux défis que représentent la mise en œuvre d'équipements de plus en plus sophistiqués. Si le dispositif issu du premier engagement en Irak n'a pas fondamentalement évolué, les outils eux ont changé. Dans ce domaine, l'exemple du recrutement de l'armée de Terre est particulièrement parlant. Depuis 2010, l'armée de Terre s'est appropriée les outils nés des NTIC tels que les réseaux sociaux (comptes institutionnels Facebook, Twitter, Instagram, YouTube), les *flash codes*, la réalité augmentée, pour ses campagnes de recrutement²¹.

Par ailleurs, l'intérêt pour les actions ciblées réalisées par les forces spéciales peut-être éclairant sur l'adaptation des militaires à l'environnement politico-médiatique. De manière, entre autres, à échapper à une « surmédiatisation » des interventions militaires et ainsi

²⁰ Jim JARRASSE, Le Figaro.fr, Le Scan politique, 19/01/2015.

²¹ Entretien avec le LCL DOSSEUR, Chef du bureau marketing et communication pour le recrutement de l'armée de Terre.

risquer de remettre en cause le nécessaire secret de certaines opérations, l'action discrète a souvent été privilégiée. Connues chez les anglo-saxons sous le vocable de « *light footprint operations* », ce type d'interventions moins exposées politiquement, s'est également révélé plus facile à faire accepter par l'opinion que celui des opérations plus « conventionnelles » par un côté plus « élitiste », « hollywoodien » qui plait aux auditoires et donc plus enclin à intéresser les médias.

B- L'évolution des relations Armées/médias.

- Une nouvelle interdépendance ?

Suite en particulier à la seconde guerre en Irak, est apparu un regain d'intérêt pour les Opérations Militaires d'Influence (OMI) alors que la France avait un savoir-faire reconnu notamment au travers de ses engagements en Indochine ou en Algérie. Cela s'est manifesté par une évolution culturelle de l'institution militaire qui s'est désinhibée vis-à-vis de cette pratique, et qui s'est dotée d'organisations spécialisées. Ainsi, le complexe très français de tout faire pour ne pas associer les opérations d'influence (désignées aujourd'hui au sein des armées sous le terme d'information opérationnelle, ou Info Ops) et la communication institutionnelle s'estompe peu à peu. La création du Centre Interarmées des Actions sur l'Environnement (CIAE) en 2012 (sur la base du de l'ancien groupe PSYOPS) en est la conséquence directe.

L'information à destination du grand public est considérée comme une variable importante voire vitale pour les armées dans le déroulement d'une opération comme elle l'est pour les gouvernants pour l'équilibre politique national et international. Si ce constat n'est pas nouveau, il pourrait être appliqué depuis que la guerre existe, sa prégnance s'est accentuée avec l'influence croissante de la sphère médiatique. De l'avis même de Donald Rumsfeld, la « *lutte n'est pas seulement sur le champ de bataille* », et celle-ci ne pourra être que « *remportée ou perdue au tribunal de l'opinion publique* ». Ainsi, les armées se sont adaptées à cette réalité en usant de ce qu'on appelle aujourd'hui des Actions sur les Perceptions et l'Environnement Opérationnel (APEO). L'utilisation massive d'unités spécialisées en PSYOPS (*Psychological operations*), la mise en place de services de presse et de communication

comme le *Coalition Press Information Center* (Qatar), le *Maritime Press Information Center* (Bahrein) ou encore le *Press Information Center* (Koweït) lors des opérations en Irak en sont des exemples éloquentes. « *Ce qui compte, ce n'est pas ce qui s'est passé. Ce qui compte, c'est comment ça passe sur CNN* ».

Côté français, ces évolutions feront dire en 2001 au chef d'état-major des armées, le général Jean-Pierre Kelche, que « *lorsqu'une crise se déclenche quelque part dans le monde et que les armées y sont engagées, elles se retrouvent aussitôt au cœur de l'actualité ; leur personnel doit alors être capable de prendre instantanément en compte la dimension médiatique de l'opération*²² ». Une des conséquences directes de la première guerre du Golfe est la nécessité d'adapter l'outil de défense aux conflits contemporains, ce qui a par la suite engendré le virage historique de la professionnalisation des armées. Avec la suspension du service national militaire, le ministère de la défense s'est retrouvé confronté à de nouveaux enjeux de gestion de sa ressource humaine ainsi qu'au maintien du lien entre les armées et la nation, autant de défis poussant à mieux communiquer. Ainsi, le besoin d'expliquer aux Français l'action de leurs armées tout en recrutant des hommes et des femmes capables d'assurer le fonctionnement d'un outil militaire en constante adaptation (évolution des engagements, renouvellement des équipements, réduction des effectifs,...) était devenu vital. Le Livre blanc sur la Défense de 1994, document qui définit les grands axes et enjeux stratégiques de l'armée, entérine le virage amorcé en 1991 en réaffirmant l'importance du rapport à l'information pour l'institution militaire. Ainsi, on peut y lire « *La gestion médiatique devient l'un des éléments de la stratégie militaire* », « *l'information est désormais au cœur de toute politique de défense*²³ ». Cela se formalise en 1998 par la création de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense (DlCoD). Ce nouvel organe remplace alors le SIRPA central et permet ainsi, en théorie, à la communication institutionnelle des armées de gagner en autonomie vis-à-vis du cabinet du ministre, dans ce que l'universitaire Céline Bryon-Portet décrit comme une « volonté d'émancipation ». Le ministère de la Défense dispose alors, à travers ces différentes administrations, du plus gros dispositif de communication publique en France. Dès lors, l'action militaire ayant toujours

²² Cité dans Mathien, M. and Arboit, G. (2009), « De la Bosnie à l'Afghanistan : l'Otan, l'information et les médias », *Annuaire français des relations internationales*, No.10.

²³ Bryon-Portet, C. (2006), « Quand la Grande Muette communique : exemple d'une conduite de changement », *Communication et organisation*, No.28, pp. 138-149.

été étroitement liée au pouvoir politique, le Général Beaufre parlant « d'une dialectique des volontés » pour définir la stratégie militaire²⁴, l'imbrication politico-militaire prenait une sensibilité nouvelle. Cette clé de lecture s'avère essentielle pour comprendre les relations armées/médias jusqu'à aujourd'hui en particulier en France où l'héritage des guerres de décolonisation (comme la guerre du Viêtnam l'a été pour les Américains) reste un lourd fardeau pour le lien entre la nation et son armée.

- De nouvelles manières de présenter la guerre

Comme souvent, la « bataille des idées » commence par le choix des mots à utiliser : pour paraphraser Terry Jones, « *la première victime de la guerre, c'est la grammaire* ». Ainsi, on remarquera l'utilisation langagière par les organes officiels étatiques ou médiatiques et les forces armées de nombreux termes tantôt neutres (« *dommages collatéraux* »), tantôt connotés positivement (« *libération de l'Irak* »). Le journaliste Thomas Hervé va jusqu'à faire un parallèle entre propagande de guerre et marketing, un véritable « *War marketing* »²⁵. Les noms efficaces trouvés pour illustrer la guerre, et bien « vendus » aux opinions publiques, ne sont pas le produit du hasard : on parle par exemple de « frappes chirurgicales » et non plus de bombardements, de « dégâts collatéraux » et non d'erreurs de tirs ou de bavures... L'historien avance même la théorie suivante : « le mot « désert », qui implique la quasi-absence de vie humaine, utilisé dans les noms des opérations structurant la campagne militaire, « Bouclier du désert » et « Tempête du désert », fait appel à l'idée selon laquelle ces opérations ne feraient pas de blessés ni de morts ». Thomas Hervé précise encore, l'existence du « Propaganda Planning Process », stratégie publicitaire de manipulation de l'opinion, définition des cibles et des missions à atteindre, organisation des pré-tests et de post-tests pour évaluer la perception des opérations militaires envisagées ou accomplies. Cette méthode publiée depuis 1979 par The Army Headquarter Washington DC, se calquant sur une « stratégie de marque ».

Si la presse américaine et, dans une moindre mesure, la presse britannique ont suivi cet usage, il n'en a pas été de même pour les chaînes régionales arabes. Il est intéressant de considérer cette analyse lexicale dans le champ de l'affrontement, de l'ultra-concurrence médiatique et de la guerre d'influence mettant en jeu la conquête des auditoires nationaux

²⁴ Général A. Beaufre (1963), « Introduction à la stratégie », Armand Colin.

²⁵ Op cit.

et surtout internationaux. Comme le note la politologue franco-tunisienne Olfa Lamoum, Al Jazeera a également été partie prenante de la bataille des mots en choisissant de caractériser la guerre comme une « *guerre contre l'Irak* » menée par « *les forces d'invasion* ». De fait, la chaîne a exclu de son récit tous les termes guerriers empruntés au discours militaire qui ont contaminé, parfois inconsciemment, les médias occidentaux. En se différenciant des médias occidentaux, Al Jazeera a entraîné à sa suite de nombreuses autres chaînes de télévision régionales et a ainsi défait le monopole langagier occidental : désormais tandis que l'on parle de « *forces de libération* » aux États-Unis, on parle « *d'occupants* » sur LBC.

Pour finir, nous pourrions dire que la gestion médiatique de la violence est devenue un enjeu de la lutte politique entre les nations. En ce sens, la guerre du golfe est une excellente illustration de la théorie du « *soft power* » qui place la maîtrise des moyens de communication et du contenu de ceux-ci au rang d'éléments de la puissance internationale²⁶.

Conclusion :

Dans un monde passant d'une situation bipolaire issue de la guerre froide à un échiquier international multipolaire, le tournant des années 1990 a vu émerger les velléités d'acteurs croyant se faire une place dans l'ordre nouveau. Cependant, c'était sans compter sur les pays occidentaux conduits par les États-Unis qui souhaitent maintenir un *statu quo* et profiter « *des dividendes de la paix* ». Seulement, prenant sa source dans des modèles culturels très différents, une menace annonçait des ruptures radicales pour remettre en cause une vision de l'avenir, en utilisant les nouvelles technologies d'échange d'information créées par les sociétés qu'elle disait combattre.

A l'aube du XXI^{ème} siècle, le choc des attentats du 11 septembre 2001, dont nous subissons encore les conséquences aujourd'hui, résonnèrent de manière inédite. Autour de ces événements tragiques, de nombreux facteurs belligères se sont ligüés pour instaurer un « *état de guerre permanente* », le plus souvent sous une forme de « *paix belligère*²⁷ », notamment après 1945. L'attention des médias délaissait largement ces conflits

²⁶ Voir notamment Nye (J.), S. « *Soft Power* », *Foreign Policy*, n°80, automne 1990, pp. 153-171 ; Strange (S.), *States and markets*, Londres, Printer Publishers, 1988.

²⁷ Marcel VALENTIN, « *De l'efficacité militaire face au terrorisme* », *Le Figaro* du 23 janvier 2006.

périphériques au profit de l'ordre des deux Grands. Même s'il est apparemment risqué de tirer une typologie des entrées en guerre sur le long terme, les douze années qui séparent les deux conflits du Golfe semblent marquées par des traits récurrents. La « Révolution dans les affaires militaires »²⁸ a gagné toutes les armées conventionnelles. Mais l'asymétrie opérationnelle qui devrait en découler tient peut-être moins aux changements dans les modes de combat qu'au maniement de l'information. La guerre du Golfe de 1991 a été la première guerre postmoderne fondée sur l'usage des technologies de l'information et de la communication, autant pour surveiller et agir que pour informer et divertir. On l'oublie trop souvent, mais ces technologies issues de l'industrie lourde, souvent de l'armement, profitent aussi au secteur, apparemment plus léger, mais non moins déterminant, des « industries culturelles », à savoir les médias électroniques en général, les grandes chaînes de télévision et de radio en particulier. L'essor industriel de ces deux secteurs est donc lié aux mêmes inventions fondamentales dans l'électronique et l'informatique. Ils répondent aussi aux mêmes logiques économique-financières, conduisant aux entreprises privées par des actionnaires et des dirigeants issus du « *complexe militaro-industriel* ».

La couverture médiatique des deux conflits en Irak a suscité beaucoup de débats sur le bienfondé d'avoir des journalistes en *pool* ou *embedded* au sein des troupes, notamment par crainte d'un conditionnement de l'information. Au final, la question n'était-elle pas trop restreinte ? Car combien d'Etats ont, eux-mêmes, été *embedded* ? La réflexion est loin d'être achevée dans l'intérêt même de l'avenir des démocraties.

²⁸ Expression désignant une approche globale des conflits incluant, entre autres, la prise en compte de l'impact médiatique ou le développement de l'économie locale.

Annexe 1 :

Références bibliographiques :

- Gérald ARBOIT et Michel MATHIEN (dir.) « *La guerre en Irak, les médias et les conflits armés* », collection Médias, Sociétés et Relations Internationales, Paris. Bruylant, 2006.
- Frédéric BOZO, « *Histoire secrète de la crise irakienne. La France, les Etats-Unis et l'Irak 1991-2003* », Paris. Perrin, 2013.
- « *Journalism and the new world order. Vol.1: Gulf war, national news discourses and globalization* », TOPOUSHIAN, MAYADA; Nohrstedt, Stig A, Rune. Canadian Journal of Communication; Toronto, 2003.
- Lemnour MEROUCH, « *Les medias occidentaux dans la guerre du Golfe* », Revue d'étude et de critique sociale. NAQD, 1991.
- Arnaud MERCIER, « *Médias et violence durant la guerre du Golfe* », Culture & Conflits n°9-10, printemps-été 1993 ; pp.377-388.
- Général André BEAUFRE, « introduction à la stratégie », Paris, Armand Colin, 1963.
- Thomas HERVE, « *Comment le Pentagone nous vend la guerre* », culturepub, n°1, novembre-décembre 2000.
- Dominique WOLTON, « *War Game : l'Information et la Guerre* », Paris, Flammarion, 1992.
- « *L'information en uniforme* », Paris Ramasay, 1991.
- Discours de l'état de l'Union, 29 janvier 2002, <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/01/2002129-11.html>.
- « *La guerre du Golfe...et après ?* » (documentaire, France), de Nouri Bouzid, Nejia Mabrouk, Borhane Alaouié, Mostafa Derkaoui et Elia Suleman, 1991. Regard de cinq cinéastes arabes.
- « *En direct de Bagdad* » (fiction, Etats-Unis), de Mick Jackson. Les difficultés d'une équipe de reporters de CNN face à la censure.
- « *Guerre du Golfe et télévision : mariage stratégique* », Guylain Chevrier, cahiers d'Histoire 86/2002, p.63-84.
- « *Guerre du Golfe : le précédent de 1991* », Le Monde.fr, 22.02.2003

- <http://www.acrimed.org/-2003-L-Irak-et-la-guerre-americaine->
- <http://bacpro13.over-blog.com>
-

Annexe 2 :

Chronologie détaillée de la montée des tensions entre février et août 1990.

Jeudi 15 février 1990

John Telly, secrétaire au département d'Etat explique à Saddam Hussein, au nom du président américain George Bush : « *vous êtes une force de modération dans la région et les Etats-Unis souhaitent élargir leurs relations avec l'Irak* » (quotidien français Libération du 16 janvier 1991)

Samedi 24 février

Au sommet du Conseil de Coopération du Golfe, Saddam Hussein fait part de ses craintes suite à l'effondrement de l'URSS : le Golfe Persique risque d'être sous contrôle total des USA. Les arabes doivent donc s'unifier.

Jeudi 3 mai

Le ministre irakien des Affaires étrangères Tarek Aziz dénonce, sans les nommer, les responsables de la surproduction pétrolière au sein de l'OPEP. Il viserait le Koweït et les Emirats Arabes Unis.

Mardi 15 mai

Après la Grande-Bretagne, où l'affaire a éclaté le 28 mars avec la découverte de détonateurs d'armes nucléaires, puis de la Turquie, la Grèce et l'Italie, c'est maintenant en RFA (l'Allemagne de l'ouest ; les 2 Allemagne ne seront unifiées qu'en octobre 1990) que les douaniers ont intercepté une mystérieuse cargaison en provenance de Belgique et destinée à l'Irak. Les autorités des pays européens sont désormais convaincues que les dizaines de tonnes de pièces en acier saisies sont en fait les composantes d'un énorme canon. L'opération douanière a d'ailleurs été baptisée *Bertha*, du nom du canon allemand qui avait bombardé Paris en 1918. Malgré ses démentis, il semble que Bagdad ait bel et bien tissé une vaste intrigue internationale fin de se doter d'un canon d'une portée de plusieurs centaines de kilomètres, qui lui donnerait la suprématie militaire au Proche-Orient. Selon les experts, le fût du canon, d'une longueur de 40 mètres, serait capable de tirer des obus nucléaires,

chimiques ou biologiques. Les douaniers anglais ont indiqué que les pièces saisies avaient été usinées selon les plans de Gérald Bull, un expert en balistique. Or, ce Canadien a été abattu le 22 mars à Bruxelles...

Samedi 14 juillet

Lors de l'anniversaire de la révolution irakienne, jour de fête nationale en Irak, Saddam Hussein adresse à son peuple un message virulent. L'Irak serait victime d'une vaste conspiration impérialiste, justifiant la consolidation de sa puissance militaire pour éviter de subir une agression.

Mardi 17 juillet

Saddam Hussein accuse certains pays du Golfe de provoquer une baisse des prix du pétrole à l'instigation des « *cercles impérialistes sionistes* ». Il annonce que « les guerres peuvent être déclarées pour des motifs économiques ». C'est la première fois que le Raïs évoque la possibilité d'une intervention militaire : si les discussions entre l'Irak et le Koweït concernant les modifications de frontières n'aboutissent pas, l'Irak sera obligé de faire valoir ses droits. En fait, dès le début du mois de mars, après le refus koweïtien de lui louer les îles de Warba et Boubiyan, Saddam Hussein avait demandé à son état-major de préparer des plans d'invasion.

Mercredi 18 juillet

Le lendemain de l'avertissement public lancé par Saddam Hussein, les leaders koweïtiens se réunissent à Koweït-City aux côtés du roi Fahd d'Arabie, du roi Hussein de Jordanie et du président du Yémen. Le ton est ouvertement à l'inquiétude. En effet, ils n'ignorent pas les préparatifs militaires en cours sur le sol irakien. Mais l'invasion de l'Emirat paraît impossible. Pour Tarek Aziz, ministre irakien des Affaires étrangères, le Koweït nuit à l'Irak « *systématiquement, délibérément, continuellement (...). Un tel comportement constitue une agression militaire* ». L'Irak réclame au Koweït 10 milliards de dollars, dont 2,4 milliards en compensation du pétrole « volé » depuis 1980 aux puits de Rumaylah (zone pétrolifère irakienne jouxtant la frontière koweïtienne). L'Irak réclame également l'effacement de ses dettes, Saddam Hussein considérant avoir défendu les intérêts arabes contre l'expansionnisme iranien. La question est posée mais aucune réponse n'est apportée alors

que le temps presse. Cependant, personne, parmi les hauts dirigeants koweïtiens, ne songe un seul instant de prendre quelque disposition militaire que ce soit !

Jeudi 19 juillet

Le Conseil national du Koweït rejette les accusations de l'Irak et propose la constitution d'une commission arabe pour régler le problème des frontières. Une lettre est envoyée au Secrétaire général de l'ONU pour l'en informer.

Samedi 21 juillet

Bagdad accuse le Koweït d'avoir refusé une solution purement arabe et préparer le terrain à une intervention des forces étrangères dans le Golfe en faisant appel à l'ONU pour régler son différend avec l'Irak. Le ministre saoudien des Affaires étrangères se rend à Bagdad et à Koweït-City pour désamorcer la crise, tandis que le Secrétaire général de la Ligue arabe, Chedli Klibi, est reçu par l'émir du Koweït. C'est un échec...

Lundi 23 juillet

Sommet à Alexandrie, entre le roi Hussein de Jordanie et le président égyptien Hosni Mubarak, auxquels se joint le ministre irakien des Affaires étrangères, Tarek Aziz. L'Egypte entame de ce fait une mission de bons offices. C'est un échec...

Mardi 24 juillet

L'Irak rejette la proposition koweïtienne d'une commission arabe pour le règlement du conflit, sous prétexte que le problème est « bilatéral », et masse 30.000 soldats à la frontière. Le président égyptien se rend en Irak et au Koweït pour essayer d'organiser une réunion quadripartite avec l'Egypte et l'Arabie Saoudite. C'est un échec...

A la télévision, Moshe Arens, ministre israélien de la Défense, considère que « *Saddam Hussein n'a rien à craindre tant qu'il ne menace pas la sécurité d'Israël* ».

Mercredi 25 juillet

Depuis plusieurs jours, l'ambassadrice américaine en Irak, April Glaspie, demandait à rencontrer des hauts responsables irakiens, pour leur demander, au nom de Washington, des éclaircissements sur les préparatifs militaires en cours. L'américaine aurait déclaré à son

interlocuteur que Washington, « inspiré par l'amitié et non par la confrontation, n'a pas d'opinion » sur le différend qui oppose le Koweït à l'Irak. Elle fait également savoir à Saddam Hussein que les USA n'ont pas l'intention « de déclencher une guerre économique contre l'Irak ». Mais elle a précisé aux responsables irakiens : « nous insistons pour que vous régliez votre contentieux de manière non violente »...

Jeudi 26 juillet

La CIA reçoit des rapports selon lesquels deux divisions irakiennes ont quitté leur cantonnement pour faire mouvement vers l'émirat. Dorénavant, plus de 30.000 soldats irakiens sont postés sur la frontière. Les photos satellite confirment tous ces mouvements. Washington prévient des responsables arabes de la région. Le Koweït, l'Arabie Saoudite et l'Égypte déclarent que ce n'est qu'un chantage : Saddam Hussein veut seulement faire pression sur les négociations. Les missions de médiation se poursuivent donc à Bagdad, avec la visite de Yasser Arafat, chef de l'OLP...

Vendredi 27 juillet

A Genève s'ouvre une conférence de l'OPEP. Sous la pression de l'Irak, le Koweït et l'Arabie Saoudite acceptent d'augmenter le prix du baril de pétrole de 3 dollars, au lieu des 25 dollars espérés par l'Irak.

Dimanche 29 juillet

Yasser Arafat est reçu par l'émir Jaber du Koweït, qui refuse de parler des 10 milliards de dollars réclamés par l'Irak pour l'affaire Rumaylah.

Lundi 30 juillet

Le roi Hussein de Jordanie effectue une mission de médiation à Bagdad et au Koweït. C'est un échec...

Mardi 31 juillet

Lors des ultimes échanges diplomatiques irako-koweïtiens à Djeddah, les koweïtiens semblent finalement d'accord pour un prêt de 9 milliards de dollars. Mais les irakiens en ont demandé 10 et ils ressentent cette discussion sur le montant comme une volonté de les

humilier. Le roi Fahd d'Arabie se propose d'offrir le milliard de dollars qui reste. L'Irak exige l'ouverture d'entretiens bilatéraux à Bagdad.

Mais les irakiens et les koweïtiens s'accrochent toujours au sujet de la reconnaissance de leurs frontières. La rencontre de Djeddah, en Arabie Saoudite, qui devait permettre de désamorcer une crise apparue au grand jour depuis deux semaines seulement, se solde par un échec...

Egyptiens et saoudiens espèrent cependant renouer le dialogue rapidement. Prudents, ils refusent de prendre parti. Quelques jours plus tôt, Hosni Mubarak, présent d'Egypte, a rendu visite à Saddam Hussein à Bagdad. Il l'a rassuré qu'il n'utiliserait pas la force tant que les discussions avec le Koweït continueraient. Selon certaines sources, l'Iran aurait récemment donné l'assurance à Bagdad qu'il n'interviendrait pas dans son différend avec le Koweït...

Mercredi 1^{er} août

La délégation irakienne quitte Djeddah, le Koweït n'ayant pas fait de nouvelle proposition. Et la nouvelle s'est répandue dans Koweït-City comme une traînée de poudre : les négociations sur le grave contentieux territorial et financier entre le Koweït et son puissant voisin irakien ont échoué. Pourtant, on avait parlé de « *rencontre de la dernière chance* ». De plus, la capitale koweïtienne est en proie depuis 24 heures aux rumeurs les plus folles, et des diplomates occidentaux en poste dans la ville ont prévenu leurs gouvernements respectifs de la présence de plus de cent mille soldats irakiens à la frontière Nord du Koweït. Saddam Hussein aurait aussi massé 300 chars et des centaines de pièces d'artillerie lourde dans ce secteur.

Dans la matinée, selon la CIA, « la probabilité d'une invasion de l'Irak dans les 24 heures est sûr à 70% ». A 12h, les mêmes experts évaluent cette probabilité à 90%. A 18h, pour la CIA, l'invasion devient inévitable. Le déclenchement de l'opération « *Desert Storm* » avec son corolaire « *Daguet* » pour les forces françaises est désormais inéluctable...